



DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME  
ARRONDISSEMENT DE ROUEN  
CANTON DE BARENTIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
076-217606144-20240109-07-24-DE  
Accusé certifié exécutoire  
Réception par le préfet : 18/01/2024  
Publication : 18/01/2024  
Pour l'autorité compétente par délégation

N° 07/24  
Mairie 04

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

<b>Date de Convocation</b> 29.12.2023	L'an deux mille vingt-quatre le neuf janvier à vingt heures quarante-cinq Le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la Présidence de Monsieur Thierry CHAUVIN, Maire
<b>Date d'Affichage</b> 29.12.2023	<b>Etaient présents :</b> Sylvie BOURGAIS, Frank COLLIAUX, Bertrand DEMEILLIERS, Lucie DORANGE, Sylvain GODU, Fabien GRAS, Maxime HINFRAY, Francine LANSSADE, Béatrice LEFRANÇOIS, Mathilde LERONDEL, Gilles LE BOUSSE, Catherine LOUISET, Isabelle PESQUET, John POIRRÉE, Alain VEYRONNET
<b>En exercice</b> 19 <b>Présents</b> 16 <b>Votants</b> 19	<b>Absents excusés :</b> Catherine PHILIPPE ayant donné pouvoir à Fabien GRAS Paquita ROBITAILLE ayant donné pouvoir à Catherine LOUISET Renaud SAINT ayant donné pouvoir à Sylvie BOURGAIS

Formant la majorité des Membres en exercice

**Secrétaire :** Lucie DORANGE

### Objet : Métropole – Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme – Avis du Conseil Municipal

**Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation d'un pôle  
d'équipements regroupant la construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours et l'extension et la  
réhabilitation de la salle des fêtes existante**

Le PLU a été approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 13 février 2020.

Dans le cadre des procédures d'évolution du PLU, le Président de la Métropole Rouen Normandie a prescrit  
par arrêté PPAC n°23.186 du 2 mai 2023, la procédure de déclaration de projet emportant mise en  
compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le Code de l'urbanisme permet l'évolution des documents d'urbanisme par voie d'une procédure de  
déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU dès lors qu'il s'agit de prendre en compte un  
projet d'intérêt général.

Dans le cadre de cette procédure, il s'agit de permettre la réalisation d'un pôle d'équipements sur la commune  
de Saint-Martin de Boscherville, regroupant :

- la construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours,
- l'extension et la réhabilitation de la salle des fêtes existante.

Ce projet a permis d'engager une réflexion mutualisée à l'échelle de l'ensemble du projet, sur un secteur  
stratégique situé en entrée de ville, marqué par une cadre paysager et architectural riche.

La caserne aujourd'hui implantée en centre-bourg de la commune est vieillissante et dispose d'une faible  
surface en location. L'organisation spatiale du site pose problème en termes de répartition fonctionnelle des  
espaces mais également en termes de gestion et de logistique des engins et des véhicules. Des travaux de  
remise aux normes sont difficilement envisageables.

L'actuelle caserne est identifiée dans le règlement opérationnel du SDIS 76 comme une unité opérationnelle nécessaire à la réponse opérationnelle, tant pour la mission de secours d'urgence aux personnes que pour la lutte contre les incendies. Son maintien sur le territoire est donc indispensable. Suite à des réflexions sur sa relocalisation, tenant compte des contraintes inhérentes à la nature de l'activité, un terrain communal a été ciblé, à proximité de la salle des fêtes de la commune.

Par ailleurs, la commune a engagé une réflexion de remise aux normes de ses bâtiments, dont la salle des fêtes. Celle-ci n'est pas forcément adaptée aux différentes activités et manifestations se déroulant sur la commune. Les activités associatives sont dispersées sur deux sites communaux, dont l'un ne disposant pas d'accès PMR. L'extension et la réhabilitation de la salle des fêtes permettraient ainsi de regrouper l'accueil des associations, des scolaires, mais également de la bibliothèque et de renforcer le rayonnement culturel de la commune.

Dès lors, une réflexion a été lancée afin de réfléchir à la complémentarité des deux projets. Un lien fonctionnel a clairement été établi entre les deux équipements puisque dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde, la salle des fêtes sert de lieu de refuge/hébergement temporaire. Ce lien fonctionnel se traduit ainsi par un lien physique avec un parking mutualisé, une liaison piétonne et un accès pour connecter les deux espaces.

L'accompagnement du CAUE a permis de croiser les besoins de la commune et du SDIS afin de déterminer un projet d'ensemble cohérent, tenant compte des enjeux techniques, paysagers, architecturaux mais également en termes de consommation foncière. Le scénario retenu est le moins extensif sur la zone naturelle et permettra de renaturer et mutualiser le parking existant de la salle des fêtes, la mise en place d'espaces paysagers pour une gestion hydraulique douce. Un travail sur les hauteurs et les matériaux permettra une bonne intégration des constructions dans le paysage, en tenant compte des coteaux à l'est et de la vallée de Seine à l'ouest mais également de la co-visibilité avec l'Abbaye de Saint-Georges de Boscherville.

Ce projet impacte les parcelles D 613, D 264, D 33, D 36 et D 37, sises Route de Quevillon. Les dispositions réglementaires du PLU en vigueur, notamment le zonage UBA2 (zone urbaine à vocation d'habitat) et NO (zone naturelle ouverte) des terrains d'assiettes du projet, ne permettent pas sa réalisation.

L'objectif de la déclaration de projet n°1 valant mise en compatibilité du PLU est donc de modifier le classement d'une emprise de 6 258 m<sup>2</sup> de la zone UBA2 et d'une emprise 2 345 m<sup>2</sup> de la zone NO afin d'intégrer ces 8 603 m<sup>2</sup> en zone urbaine d'équipements (UE).

Le dossier de déclaration de projet a également été notifié à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, qui a rendu son avis le 22 juin 2023, confirmant l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, une réunion d'examen conjoint a été organisée le 10 novembre 2023, laquelle a fait l'objet d'un procès-verbal de réunion.

L'enquête publique se tiendra du 2 janvier 2024 au 2 février 2024.

En matière d'approbation des documents d'urbanisme, la procédure ne peut être approuvée par le Conseil métropolitain qu'avec l'avis préalable du Conseil municipal prévu par l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales.

## **DECISION**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-57,

**VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-54 à L.153-59 et R.153-15 à R.153-17 relatifs à la mise en compatibilité avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général,

**VU** le décret n°2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie » ;

**VU** la délibération du Conseil métropolitain en date du 13 février 2020, approuvant le Plan local d'urbanisme de la Métropole Rouen Normandie ;

**VU** la délibération du Conseil métropolitain en date du 25 septembre 2023 approuvant la modification n°6 du PLU ;



**VU** l'arrêté du Président n° 23.186 du 2 mai 2023 prescrivant la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU,

**VU** l'avis conforme n° MRAe 2023-4907 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, rendu le 22 juin 2023, ne soumettant pas la proposition de déclaration de projet à évaluation environnementale ;

**VU** la délibération du Conseil métropolitain du 25 septembre 2023 confirmant l'avis de la MRAe ;

**CONSIDERANT** l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales, qui dispose que « les décisions du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale »,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 15 voix pour, 4 voix contre et 0 abstention :**

- **émet** un avis **favorable** à la proposition de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU par la Métropole Rouen Normandie,
- **autorise** Monsieur le Maire à mettre en œuvre les mesures de publicité de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre des délibérations  
Fait et délibéré les jours, mois et au susdit

Le Maire,  
Thierry CHAUVIN

